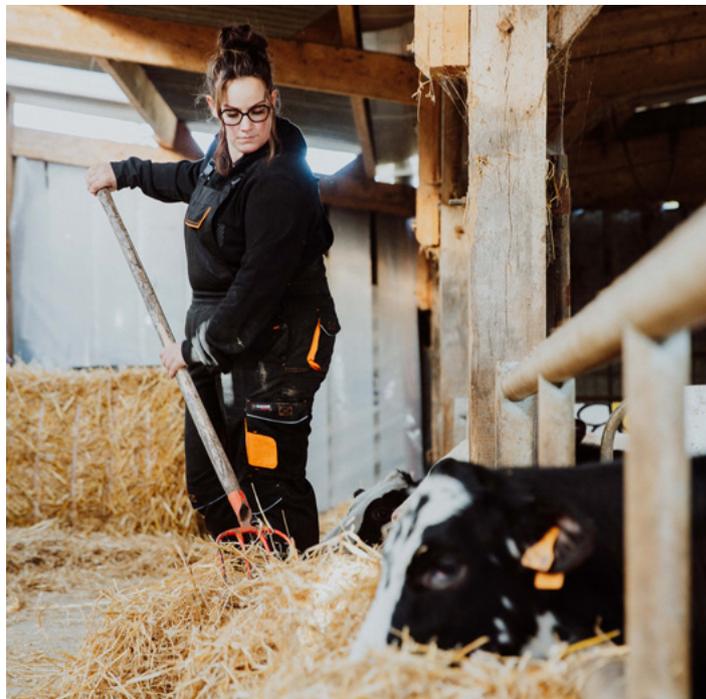
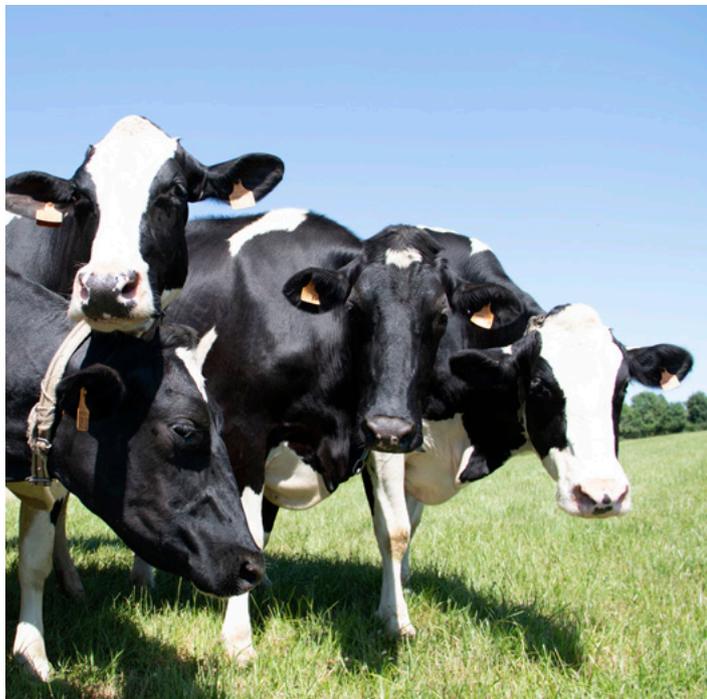


DOSSIER
D'INFORMATION





©Alice Bertrand / Le Studio des 2 Prairies/Chiel

SOMMAIRE

PÉRENNITÉ DE LA FILIÈRE – UN ENJEU PRIORITAIRE

Maintien des actifs et nouveaux talents
Vers un mieux vivre

LA DURABILITÉ AU CŒUR DE LA FILIÈRE

ÉCONOMIE

La production laitière française au regard
de la production européenne et mondiale
Une demande mondiale anticipée à la hausse
Conjoncture bio

SANITAIRE

La qualité du lait, un enjeu historique pour la filière laitière
Un engagement envers la Sécurité Alimentaire

PRODUCTIONS RESPONSABLES

Le bien-être animal, au cœur des préoccupations
de la filière laitière
Décarbonation de la filière laitière

CONSOMMATION

La filière laitière en phase avec les préoccupations sociétales
Informer sur les produits laitiers français à l'export

PÉRENNITÉ DE LA FILIÈRE – UN ENJEU PRIORITAIRE

MAINTIEN DES ACTIFS ET NOUVEAUX TALENTS.

Renouveler les générations et garantir la relève au sein de la filière est au cœur de l'ambition de la filière laitière. Le premier défi est de conserver les actifs de l'ensemble de la filière. On note une stabilisation du nombre de salariés agricoles en filière laitière, malgré un besoin important de main-d'œuvre et de renouvellement des actifs. En 2020, 51% des chefs d'exploitations avaient 50 ans ou plus.

La filière laitière fait face à un véritable choc démographique. En effet, bien que le nombre d'installations soit stable depuis les années 2010 (environ 2000 par an), le nombre de départs est lui bien plus important. En cause, un déséquilibre de la démographie de la population d'éleveurs, notamment dû à une vague d'installations dans les années 90 qui se transforme aujourd'hui en une vague de départs. En effet, 50% des actifs en élevage laitier de 2018 devraient avoir quitté la profession d'ici 2027. Après 2027, le nombre de départs à la retraite devrait commencer à refluer.

Pour assurer sa pérennité, la filière doit à la fois maintenir les actifs et attirer de nouveaux profils (non issus du secteur agricole notamment), encourager la féminisation des métiers, penser de nouveaux leviers de recrutement, trouver des dispositifs innovants et s'adapter aux demandes et besoins de la nouvelle génération. Toucher la jeune génération, promouvoir et valoriser l'image des métiers fait partie de nos axes stratégiques de communication.

Formations, aide à l'installation, susciter l'intérêt des jeunes et encourager l'installation, la filière poursuit ses efforts pour lever les freins à l'installation. Amélioration des pratiques d'élevages, automatisation de certaines tâches, équipements techniques au service de l'efficacité et la rentabilité sont mises en avant pour attirer les talents en quête d'innovation.

La filière laitière évolue dans un monde en mouvement, qui sera inexorablement différent en 2030 de ce qu'il est aujourd'hui. Malgré les incertitudes sur le point d'atterrissage à 10 ans, les principaux facteurs de changements et les enjeux auxquels nous sommes confrontés, sont bien identifiés. L'analyse prospective France Laitière 2030 finalisée il y a quelques mois par le Cniel¹ montre ainsi que la filière laitière est confrontée à trois grands défis stratégiques, dont celui de l'attractivité de la filière et de ses métiers². Face à ce constat, les professionnels des 4 collèges du Cniel et les Criel ont bâti leur stratégie collective sur les années 2023-2025 autour de deux principales priorités, dont celle de l'attractivité des métiers du lait et du renouvellement des actifs³.

Au-delà de cette priorisation stratégique, le Cniel et les Criel mènent déjà depuis de nombreuses années des actions sur l'attractivité des métiers du lait, autour de plusieurs axes complémentaires :

- des actions de communication donnant une image positive de la filière et de ses métiers,
- des actions auprès de l'enseignement agricole (bac pro et Challenge France Terre de Lait), des ENIL (chaines des métiers du lait), des jeunes (Worldskills, Salon International de l'Agriculture),
- des actions spécifiques sur l'amélioration des conditions de travail en élevage et sur l'installation.

UNE FILIÈRE AU CŒUR DES TERRITOIRES

L'ancrage territorial de la filière laitière en France est enraciné dans le tissu rural. Au cœur de nombreuses régions, la filière laitière joue un rôle important dans le maintien et le développement des territoires ruraux. Les fermes laitières familiales contribuent également à la préservation des paysages et au maintien des savoir-faire traditionnels. Elles tissent un lien fort entre les habitants, la terre et les animaux.

L'ancrage territorial de la filière laitière a un impact sur la vitalité économique des territoires ruraux. Elle crée des emplois directs mais aussi indirects.



LA PAROLE DE

JEAN-MARC CHAUMET

Économie

« La filière laitière est présente dans bon nombre de départements français et nous comptons 300 000 emplois directs et indirects. 80% de ces femmes et hommes qui font le lait exercent dans des communes de moins de 15 000 habitants. La filière laitière est donc un acteur essentiel du dynamisme économique des zones rurales. Ce sont des régions dont il faut néanmoins encore renforcer l'attractivité, pour convaincre des jeunes d'y rester ou de s'y installer »



1. Rapport de France Laitière 2030 consultable sur bit.ly/3HEMTAU

2. Les deux autres étant la compétitivité et la création valeur d'une part, la réponse aux multiples attentes des consommateurs, des mangeurs et des citoyens d'autre part.

3. La deuxième grande priorité stratégique est la décarbonation au sein de tous les maillons de la chaîne de valeur pour apporter des solutions à l'enjeu climatique

Zoom sur quelques métiers qui recrutent dans la filière



Salarié agricole permanent

Il/elle assiste l'éleveur dans tous les domaines de l'exploitation agricole.



Conducteur de ligne de conditionnement de lait

Il/elle supervise la mise en brique du lait, selon un process spécifique



Chauffeur collecteur

Il/elle transporte le lait frais de la ferme à la laiterie et assure la sécurité sanitaire du produit et sa conformité.



Ingénieur R&D dans l'industrie laitière

Il/elle imagine de nouveaux produits laitiers, et recherche des technologies inédites améliorant les procédés de fabrication et la qualité des offres.



Technicien de laboratoire interprofessionnel d'analyse du lait

Il/elle effectue des analyses sur le lait provenant de chaque ferme de sa circonscription.



Crémier-fromager rayon à la coupe

Il/elle réceptionne et met en valeur les marchandises. Vendeur spécialisé, il/elle accueille et conseille les clients grâce à sa connaissance des produits.

DES ACTEURS VARIÉS, SUR TOUT LE TERRITOIRE ET DES MÉTIERS VIVANTS QUI ONT DU SENS



48 046 fermes laitières
720 sites de transformation
4 300 crémiers-fromagers



300 000
emplois directs & indirects



2 250
personnes nourries par
une ferme laitière
Méthode PerAlim© du CEREOPA



88
hectares de biodiversité développés
en moyenne sur une ferme laitière

Les métiers du lait reposent sur des savoir-faire ancestraux bien spécifiques. Ce sont néanmoins des métiers qui **innovent sans cesse pour gagner en technicité et en confort** et répondre aux attentes des nouvelles générations.

Pour retrouver toutes les formations et métiers qui recrutent dans la filière laitière, rendez-vous ici



sources : Étude IFOP réalisée pour le Cniel en juillet 2019

PÉRENNISER LE LAIT EN MONTAGNE

La richesse des produits laitiers français tient en grande partie à la diversité des conditions d'élevage et des sols. Parmi les paysages français incontournables, la montagne tient une place de choix dans la tradition laitière, mais est aujourd'hui fragilisée. Surcoûts de production et de collecte, insuffisante valorisation du lait, conjoncture internationale défavorable accentuée par la crise sanitaire, économique et environnementale : ces handicaps menacent la pérennité de près de 65 000 emplois directs et indirects.

4 entreprises laitières sur 10 sont situées en montagne. En 10 ans, le nombre de producteurs de lait a drastiquement baissé de 19 à 47 % dans le Massif Central, le Jura et les Alpes. Dans les Pyrénées, plus de la moitié des producteurs ont abandonné leur activité. La disparition de la filière laitière de montagne représente un risque économique, social et politique très lourd : une baisse annuelle constante d'environ 5 % du volume de lait collecté pendant 5 ans se traduirait par la perte d'environ 10 000 emplois, impactant directement près de 29 000 personnes. Elle conduirait à une déconnexion des zones de montagne du reste du territoire français et à leur désertification.

Fière de son maillage territorial, la filière tire la sonnette d'alarme pour inverser la tendance et permettre aux montagnes de rester durablement des terres de lait. Trois axes d'actions ont été identifiés : adopter un cadre réglementaire et fiscal spécifique aux territoires de montagne, renforcer l'attractivité des métiers du lait de montagne et mieux valoriser ses produits laitiers.



adobestock

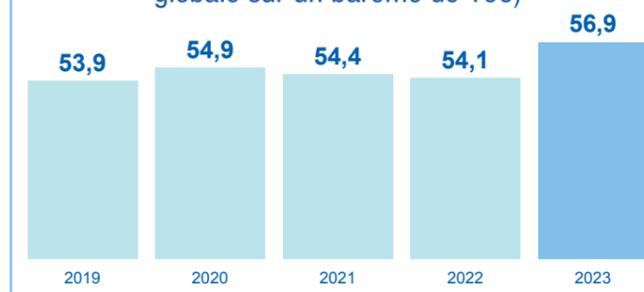
VERS UN MIEUX VIVRE...:

BAROMÈTRE SOCIAL DES ÉLEVEURS LAITIERS : UNE AMÉLIORATION DE LA PERCEPTION DES CONDITIONS DE TRAVAIL EN 2023

Dans le cadre de sa démarche de responsabilité sociétale France Terre de Lait, Le Cniel mesure chaque année depuis 2019 la perception par les éleveurs de leurs conditions de travail et l'évolution de cette perception au cours du temps. Menée par l'institut Adquation, la dernière enquête réalisée en août-septembre 2023 auprès de 860 éleveurs laitiers répartis sur l'ensemble du territoire montre une amélioration significative de l'indicateur (+ 2,8 points sur un an), qui n'avait que très peu varié entre 2009 et 2022.

L'indicateur est élaboré sur la base des réponses apportées par les éleveurs à 15 critères d'appréciation de leur métiers liés à 5 grandes thématiques : la reconnaissance, la sécurité économique et la perception de l'avenir, l'attachement au métier et la recherche de sens, la charge de travail et la pénibilité, le soutien et le partage. Les changements positifs les plus notables en 2023 concernent les dimensions économiques du métier (évaluation de la

Evolution de l'indicateur de perception de leurs conditions de travail par les éleveurs laitiers (note globale sur un barème de 100)



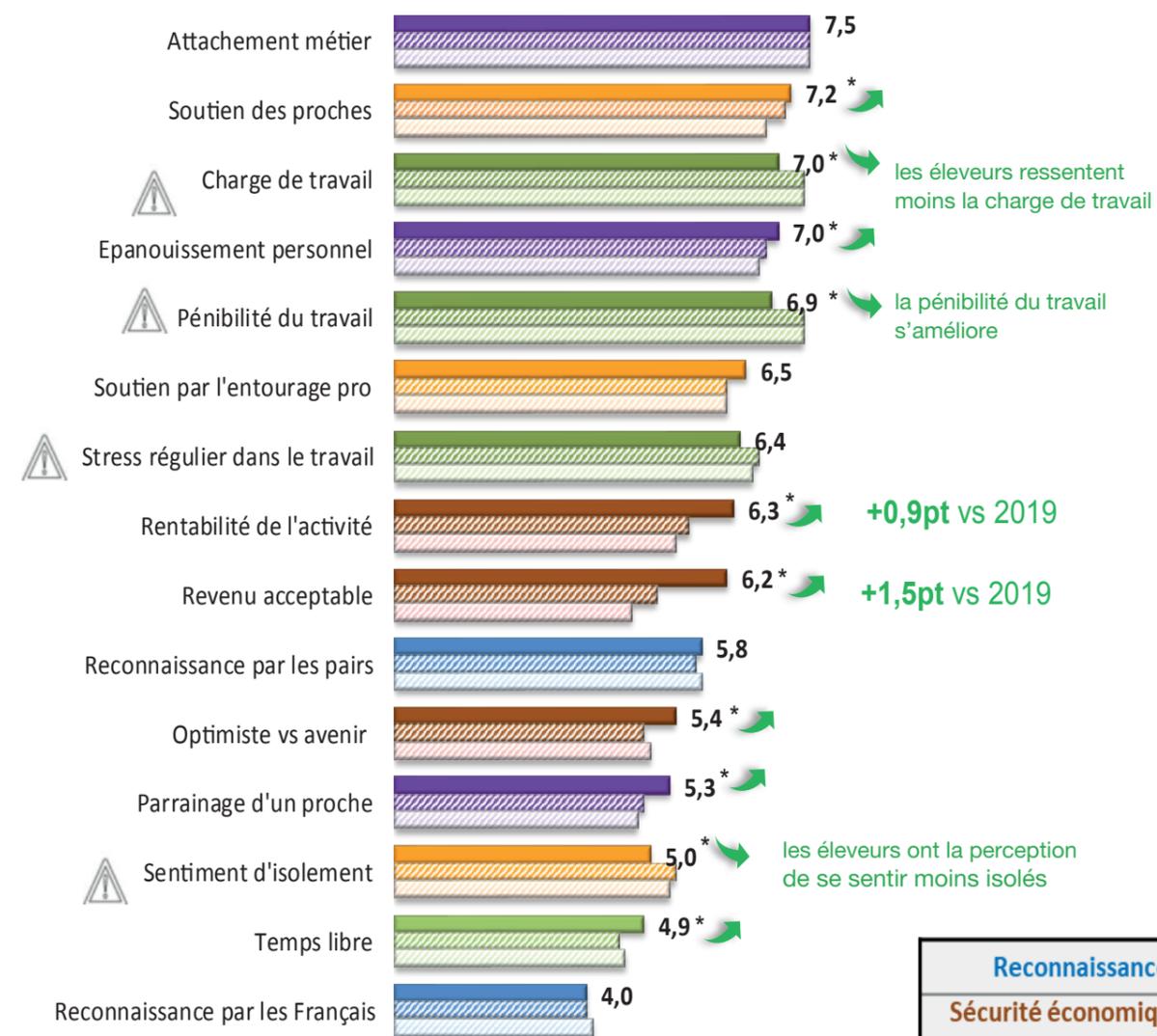
rentabilité de l'activité et de l'acceptabilité du revenu), qui ont généré un effet d'entraînement général sur la plupart des autres composantes : la pénibilité, la charge de travail, le sentiment d'isolement pèsent un peu moins, le soutien des proches, l'épanouissement personnel, la vision de l'avenir s'améliorent, et les éleveurs estiment avoir un peu plus de temps libre que précédemment.



©Alice Bertrand / Le Studio des 2 Prairies/Cniel

Les résultats obtenus illustrent l'état d'esprit des éleveurs pendant l'été 2023. La prochaine enquête qui sera réalisée à l'été 2024 permettra d'apprécier si le changement de tendance s'inscrit ou non dans la durée.

Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant votre métier ?
(Echelle d'accord comprise entre 1 et 10, 1 = « pas du tout d'accord » et 10 = « tout-à-fait d'accord »)



Items négatifs



Évolution significative depuis 2019

■ 2023
■ 2022
■ 2019

Reconnaissance
Sécurité économique et avenir
Attachement au métier / recherche de sens
Charge de travail et pénibilité
Soutien et partage

ECONOMIE

En 2022, la France était toujours le 2^{ème} producteur européen et serait 7^{ème} au niveau mondial.

LA PRODUCTION LAITIÈRE FRANÇAISE AU REGARD DE LA PRODUCTION EUROPÉENNE ET MONDIALE

Avec plus de 48 000 fermes et 720 sites de transformation, la filière laitière collecte annuellement 23,3 milliards de litre de lait, soit 4% de la production mondiale. Effectivement après s'être stabilisée pendant 10 ans aux alentours de 24 milliards de litres annuels, la collecte laitière française s'est orientée à la baisse depuis 2021. Cette même année-là, elle reculait de 1,2% par rapport à 2020. En 2022, le repli s'est poursuivi à un rythme moins soutenu de 0,8%, avant de s'accélérer nettement en 2023 (-2,7%).

En produisant un volume de lait constant, la filière souhaite pérenniser ses ancrages dans les territoires au cœur des campagnes françaises et affirmer sa compétitivité sur les marchés européens et français. Les fermes laitières, bien souvent familiales et organisées en forme sociétaire (GAEC, EARL...), sont à taille humaine et possèdent en moyenne 66 vaches. Toutefois, les fermes s'agrandissent. En mettant en commun les moyens de producteurs et leurs compétences, les éleveurs recherchent de meilleures conditions de vie.

3^{ème} industrie agroalimentaire derrière la viande et les boissons, les entreprises laitières constituent un vaste réseau d'entreprises privées ou coopératives de tailles variables : TPE, PME et leaders mondiaux. Cinq grands groupes laitiers français figurent parmi le top 25 des plus grandes entreprises mondiales. La plupart des entreprises sont implantées en zone rurale à quelques kilomètres des fermes. 85% des salariés de la filière habitent des communes de moins de 15 000 habitants. Distributeurs, commerçants et restaurateurs œuvrent à la diffusion de ces produits laitiers en France et dans le monde

UNE DEMANDE MONDIALE ANTICIPÉE À LA HAUSSE

Le retrait de la collecte française devrait se poursuivre à court terme, en raison des facteurs évoqués ci-dessus.

Cependant, au niveau mondial, les perspectives laissent envisager des tensions sur les marchés à moyen terme. L'OCDE prévoit en effet une forte progression de la demande mondiale de produits laitiers (+1,4% /an en moyenne sur les 10 prochaines années) alors que des interrogations se portent sur la satisfaction de cette demande croissante. Le niveau de l'offre pourrait ainsi être limité dans plusieurs pays fortement exportateurs (Nouvelle-Zélande, Australie, certains pays européens, ...), conséquence de réglementations environnementales et/ou des effets du changement climatique.

L'OCDE PRÉVOIT EN EFFET UNE FORTE PROGRESSION DE LA DEMANDE MONDIALE DE PRODUITS LAITIERS



48046
fermes laitières



720
sites de transformation



4300
crémiers-fromagers





L'équilibre offre-demande, condition sine qua non de réussite de création de valeur et de rémunération de l'ensemble des maillons de la filière bio, est désormais compromis [...]

CONJONCTURE BIO

Engagement de la filière laitière sur le bio

Jouant pleinement son rôle d'accompagnement de la filière dans son évolution vers une France laitière **résiliente et responsable, et pour répondre aux demandes des pouvoirs publics**, le Cniel a élaboré un Plan de filière, dans lequel il s'engageait à « **doubler la production en agriculture biologique à 5 ans en adéquation avec la demande** » d'ici 2022. Les objectifs de ce plan de filière ambitieux ont été atteints, la collecte de lait bio étant passée de 630 à 127 millions de litres en 5 ans, prouvant ainsi l'engagement fort de l'ensemble des acteurs laitiers dans l'essor du segment bio.

Une crise de surproduction sans précédent

La filière lait bio, comme beaucoup d'autres filières bio, est confrontée depuis 2021, à une situation inquiétante, se caractérisant par un très fort déséquilibre offre/ demande, lié à :

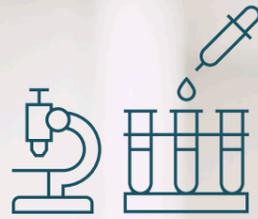
- **Un recul sensible des ventes des différentes catégories de produits laitiers bio** en GMS et magasins spécialisés, amorcé dès mi 2021, et s'accroissant nettement depuis 2022 sous le coup de l'inflation galopante (-30% à -17% de ventes selon les familles de produits laitiers en 2023 vs 2019).
- **Une croissance de la production très forte jusqu'à fin 2022**. Au moment où la demande décrochait, la production continuait de croître fortement, en 2021 (+11%) et 2022 (+3%).

Cette situation s'est logiquement traduite par une envolée des déclassements de lait bio vers la filière conventionnelle.

L'équilibre offre-demande, condition sine qua non de réussite de création de valeur et de rémunération de l'ensemble des maillons de la filière, est désormais compromis, ce qui pénalise les acteurs qui se sont engagés, mais remet aussi en question la dynamique même de développement d'un segment bio et le maintien d'une filière attractive pour nos futures générations.

Les déclassements se stabilisent à un très haut niveau

En 2023, la chute des ventes de produits laitiers bio s'est poursuivie (-12% / 2022), si bien que la consommation de produits laitiers bio est revenue à son niveau de 2017, alors que la collecte a progressé de +85% entre temps ; les opérateurs laitiers se retrouvent, ainsi, dans l'obligation de **déclasser une grande partie du lait bio vers le conventionnel. Les déclassements de lait bio (en MSU, ou eq lait) ont approché les 35% en 2022 d'après notre estimation, soit plus de 450 MI**. En 2023, les déclassements ont encore augmenté en début d'année, avant de se stabiliser au deuxième semestre, au cours duquel le décrochage de la production a été aussi fort que la baisse de la consommation.



100%

du lait collecté au départ de la ferme testé au antibiotiques

120 millions

d'analyses réalisées chaque année dans 11 laboratoires interprofessionnels reconnus

-33%

de traitements aux antibiotiques pour soigner les affections de la mamelle entre 2011 et 2021

LA DURABILITÉ AU CŒUR DE LA FILIÈRE

GARANTIR LA SÉCURITÉ SANITAIRE

La qualité du lait et des produits laitiers est une notion large, qui recouvre aussi bien des aspects sanitaires, technologiques, nutritionnels et organoleptiques. En matière d'hygiène, la filière laitière fait preuve d'une exigence historique sans faille. La vigilance constante et quotidienne de tous les acteurs, de la ferme aux rayons de supermarché jusqu'au consommateur, permet de garantir la qualité sanitaire de ses produits, et de tisser un lien de confiance avec les consommateurs.

LA QUALITÉ DU LAIT, UN ENJEU HISTORIQUE POUR LA FILIÈRE LAITIÈRE

Depuis 1969, le lait est payé à la qualité en France, en effet la loi Godefroy a instauré un système de paiement incitatif pour l'éleveur, qui obtient un prix plus ou moins élevé pour son lait en fonction de sa composition et de sa qualité hygiénique et sanitaire.

Les critères d'analyses ont évolué depuis 1969. Désormais, les analyses portent sur davantage de critères : taux de matière grasse et de matière protéique, point de congélation, absence de résidus antibiotiques, teneur en germes totaux et en cellules somatiques. Les critères de contrôle de la qualité du lait sont fixés strictement par la réglementation. Des critères facultatifs sont ajoutés en fonction du cahier des charges des produits (ex : fromages AOP).

La garantie de la qualité et de la sécurité sanitaire du lait et des produits laitiers commence à la ferme. La santé et l'alimentation des troupeaux, l'hygiène à la traite, les conditions de stockage du lait et la propreté de la ferme et du matériel sont déterminantes pour la qualité hygiénique et sanitaire du lait. Si une vache est malade, son lait est mis à l'écart pendant toute la durée du traitement.

Après la traite, l'éleveur conserve le lait dans des tanks de refroidissement jusqu'à sa collecte (dans les 72 heures maximum). Il est ensuite transporté jusqu'à la laiterie, située en moyenne à moins de 200 km. Pour s'assurer de la qualité du lait fourni par les producteurs aux laiteries, des

échantillons de lait de tank sont prélevés à chaque collecte et sont analysés le jour même ou le lendemain par les laboratoires interprofessionnels, reconnus par le ministère de l'Agriculture et accrédités par le COFRAC (Organisme Français d'Accréditation). Lors du prélèvement, toutes les précautions sont prises pour préserver les échantillons et obtenir des résultats d'analyses reflétant la qualité du lait livré. Hygiène, chaîne du froid, traçabilité, délais : rien n'est laissé au hasard.

Les résultats des analyses entraînent un bonus si le lait dépasse les standards de qualité, ou une pénalité s'il ne les atteint pas.

Le Cniel a notamment pour mission de coordonner et d'harmoniser l'ensemble du dispositif de paiement du lait à la qualité, depuis le cadre réglementaire (accord interprofessionnel national étendu par les pouvoirs publics) jusqu'à, par exemple, la mise en œuvre des méthodes d'analyses utilisées afin de garantir aux professionnels laitiers l'équité de traitement sur l'ensemble du territoire et la fiabilité des analyses. Tous les 18 mois, l'interprofession réalise un audit des laboratoires interprofessionnels, afin de vérifier le respect de l'ensemble des exigences réglementaires et interprofessionnelles en matière de paiement du lait à la qualité.

UN ENGAGEMENT ENVERS

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La France maintient des normes strictes en matière de sécurité alimentaire. La traçabilité des produits laitiers est assurée à chaque étape de la chaîne de production, garantissant ainsi la confiance des consommateurs. L'ensemble des acteurs de la filière laitière maîtrisent des techniques artisanales tout en intégrant les avancées technologiques pour garantir la qualité constante de leurs produits.

La qualité sanitaire du lait et des produits laitiers dépend des conditions d'élevage et de collecte du lait, des pratiques d'hygiène en usine, mais aussi du transport et du stockage en magasin et pour finir du consommateur, dernier maillon de la chaîne.

Depuis le 1er janvier 2006, une réglementation européenne, le Paquet Hygiène, est entrée en application. Elle met en place une politique unique et transparente en matière d'hygiène et de sécurité sanitaire des aliments, dans tous les pays de l'Union Européenne.

Le principe de base de ces textes est fondé sur une obligation de résultat. L'exploitant est responsable de la qualité sanitaire des produits alimentaires qu'il met sur le marché. Différents outils sont à sa disposition : guide de bonnes pratiques d'hygiène, analyse des risques, mise en place de la traçabilité et procédures de retrait/ rappel des produits.



©Eve Lancery/Le Studio des 2 Prairies/Cniel

INFOLABO

Depuis 2023, Infolabo a fait peau neuve, en proposant de nouvelles fonctionnalités, comme l'appli mobile.

Afin de garantir du lait et des produits laitiers sains aux consommateurs et un lait apte à la transformation pour les entreprises, le Cniel, depuis sa création dans les années 70, organise pour la filière la maîtrise de la qualité du lait et de la traçabilité. En 2006, l'interprofession laitière a créé l'outil Infolabo. Utilisé au quotidien par la majorité des producteurs et des laiteries, Infolabo permet de consulter et de recevoir les résultats d'analyse de lait dans le cadre du paiement du lait à la qualité. Cet outil informatique est également utilisé par les filières laitières ovines et caprines.



Les entreprises laitières françaises disposent obligatoirement d'un plan de maîtrise sanitaire contrôlé et validé par l'État (validation indispensable pour pouvoir commercialiser leurs produits). Elles respectent les bonnes pratiques d'hygiène générales et spécifiques au secteur laitier, élaborent des procédures fondées sur les principes HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) : identifier, évaluer et maîtriser les dangers. Des points de contrôle sont ainsi mis en place tout au long de la chaîne et permettent de s'assurer de la qualité sanitaire du lait transformé.

Elles mettent en place un système de traçabilité et des procédures de retrait/rappel des produits. Des démarches volontaires d'assurance qualité et de certification sont également mises en place.

Un guide de bonnes pratiques d'hygiène, validé par les autorités, accompagne les transformateurs dans leurs démarches.

Une fois dans le circuit de distribution, les produits sont encore sous surveillance. En magasin, des contrôles internes sont mis en place par les distributeurs pour vérifier que les produits sont bien conservés, à la bonne température, et que les bonnes pratiques d'hygiène sont respectées. La sécurité des produits laitiers est ensuite dans les mains des consommateurs qui doivent également les transporter et les conserver de manière adéquate.

Si un cas de non-conformité est identifié à l'usine ou sur les lieux de vente, le produit est aussitôt retiré et des rappels sont effectués auprès des consommateurs.

Au-delà du système de paiement du lait à la qualité et les mesures de contrôle et de maîtrise d'hygiène mises en place tout au long de la chaîne alimentaire, l'interprofession laitière a mis en place une veille sanitaire internationale et soutient des travaux de recherche, afin de mieux connaître les dangers biologiques et chimiques émergents ou ré-emergents et de prévenir les risques sanitaires.

LAIT CRU

Du fait de leur richesse microbologique, **les fromages au lait cru ne sont pas des produits adaptés aux personnes dont le système immunitaire est affaibli ou immature.** En effet, l'absence de chauffage du lait rend possible la présence d'éventuelles bactéries pathogènes dans le lait cru et ensuite dans le fromage.

Si ces bactéries ont un effet limité sur un adulte en bonne santé, les conséquences peuvent être plus sévères pour des personnes sensibles. **Il est déconseillé aux jeunes enfants, et particulièrement ceux de moins de cinq ans, aux femmes enceintes et aux personnes immunodéprimées de consommer des fromages au lait cru, à l'exception de ceux à pâte pressée cuite.**





79,5%

des troupeaux de bovins laitiers classés en catégorie Supérieur ou Excellent

16

indicateurs de bien-être animal évalués dans le cadre de la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (BoviWell)

+ de 13000

évaluations du bien-être animal réalisées en élevage laitiers depuis mai 2022

LA DURABILITÉ AU CŒUR DE LA FILIÈRE

PRODUCTIONS RESPONSABLES

LE BIEN-ÊTRE ANIMAL, AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DE LA FILIÈRE LAITIÈRE

L'éleveur est un acteur essentiel de la filière laitière puisqu'il produit le lait. Pour obtenir un lait de qualité, qui est le reflet de son travail, il se doit notamment d'assurer le bien-être des animaux.

Le Cniel a pour mission d'accompagner l'ensemble de la filière laitière française, en définissant notamment les bonnes pratiques qui permettront de répondre aux défis actuels. Parmi ces défis, le bien-être animal est central. Le bien-être animal fait partie du métier d'éleveur. L'éleveur par ses gestes, ses pratiques et ses observations est soucieux, au quotidien, du confort et de la santé de son troupeau. C'est sa responsabilité et l'assurance d'une production laitière de qualité. La filière laitière bovine est en démarche de progrès constant en termes de bien-être animal, en déployant de nouvelles pratiques.

Plus de 20 ans d'engagement et de progrès autour de l'évaluation des bonnes pratiques

L'élevage laitier adapte en permanence ses pratiques au fil des nouvelles connaissances scientifiques et techniques sur le bien-être animal. Consciente des attentes de la société en termes de bien-être animal qui a besoin d'information, la filière s'est engagée dans une démarche d'évaluation des bonnes pratiques et du bien-être animal des troupeaux laitiers et de progrès depuis plus de vingt années.

Dès 1999, les éleveurs bovins ont mis en place la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage. En 2007 notamment, la Charte a évolué avec un volet bien-être animal. Aujourd'hui, 97% des éleveurs laitiers y adhèrent.

En 2020, la filière laitière française s'est engagée à réaliser une évaluation de bien-être animal dans 100% des fermes laitières françaises d'ici 2025. Cet engagement fort concerne chaque litre de lait produit en France. Il s'inscrit dans la démarche de responsabilité sociétale de la filière dénommée « France Terre de Lait ».

La même année, aux côtés d'ONG de protection animale, la filière laitière française a identifié des leviers en faveur de l'accès au pâturage, mais le pâturage ne peut à lui seul constituer un indicateur de bien-être animal satisfaisant.

Ainsi, une démarche d'évaluation du bien-être a été intégrée dans la Charte des Bonnes Pratiques d'Élevage (démarche BoviWell). Les indicateurs observés répondent aux 11 « principes » définis par l'OIE (Organisation Mondiale de la Santé Animale) et aux 5 libertés fondamentales de l'animal. Ils sont mesurables et observables dans la diversité des élevages français. L'évaluation est basée sur la démarche scientifique européenne Welfare Quality® construite par un consortium de chercheurs européens. En 1 an et demi plus d'un tiers des fermes laitières (33%) a déjà été évalué et 75% des troupeaux sont classés « supérieur » ou « excellent ».

En 2023, le Cniel a ouvert un nouveau volet de concertation avec les ONG de bien-être animal autour des conditions de logement des veaux laitiers.

D'ici 2025, 100% des fermes laitières françaises seront évaluées sur le bien-être animal.



LA PAROLE DE

NADINE BALLOT

Sciences et techniques d'élevage

« En 1 an et demi plus d'un tiers des fermes laitières (33%) a déjà été évalué et 75% des troupeaux sont classés « supérieur » ou « excellent »



en moyenne
une ferme laitière
entretient
(RICA 2019 – hors estives)

5301
mètres de haies

33
hectares
de prairies permanentes

20
hectares
de prairies temporaires

DECARBONATION DE LA FILIÈRE LAITIÈRE

Soucieuse de son impact environnemental, la filière a déjà réduit ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2010 de 25%. Elle a notamment lancé avec succès le programme « Ferme Laitière Bas Carbone » permettant à chaque ferme de développer les solutions qui lui correspondent pour limiter son empreinte carbone. L'élevage laitier maintient du stock de carbone sous ses prairies et en piège d'avantage grâce aux prairies temporaires, les haies et les bosquets.

De par son activité liée à l'environnement et au vivant, la filière laitière est particulièrement attentive à son impact sur le sol, l'air, l'eau et la biodiversité. Depuis de nombreuses années, elle agit pour limiter son impact en aménageant ses pratiques selon des objectifs concrets de développement durable, définis notamment par les Nations Unies dans le

cadre de la Déclaration de Rotterdam, ratifiée par la France en 2017 – la filière laitière mondiale étant le premier secteur agricole à s'engager de la sorte. Le 6^{ème} rapport du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), publié en août 2021 confirme l'accroissement des bouleversements climatiques, avec notamment une hausse globale des températures et de la fréquence des aléas climatiques extrêmes, qui impacteront une grande partie des activités humaines, en particulier agricoles. Face à l'enjeu du réchauffement climatique, le Cniel a lancé dès 2013 des actions pour limiter l'impact de l'élevage laitier sur l'environnement, mais aussi pour aider les éleveurs à adapter leur activité aux nouveaux défis que fait naître le changement climatique.

FOCUS SUR FERME LAITIÈRE BAS CARBONE

Forts du succès du programme européen pilote Life Carbon Dairy le Cniel, en partenariat avec l'Institut de l'élevage, Eliance et Chambre Agriculture France, lançait en 2015 le programme Ferme Laitière Bas Carbone – une initiative figurant également dans l'agenda des solutions agricoles retenues durant la COP21.

Ferme Laitière Bas Carbone compte plus de 18605 éleveurs laitiers engagés – l'objectif étant d'intégrer la totalité des exploitations françaises d'ici 2030. La filière s'est engagée à réduire l'empreinte carbone nette par litre de lait (sortie usine) de 17 % entre 2015 et 2025, soit 0,84 kg éq. CO₂/litre de lait : ce chiffre est déjà passé de 1,0 kg en 2016 à 0,94 éq. CO₂ en 2021, soit une réduction de 2 millions de tonnes de CO₂ à l'échelle de la France, et les performances continuent de s'améliorer.



18605
éleveurs laitiers engagés dans
le programme Ferme Laitière
Bas Carbone



L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, UN ENJEU CLÉ POUR LES ENTREPRISES LAITIÈRES

Parallèlement aux fermes d'élevage, les entreprises de transformation laitière participent pleinement au processus de décarbonation. Conscientes de leur contribution aux émissions de GES (elles en représentent 14% pour chaque litre de lait transformé à la sortie de l'usine), les entreprises laitières ont entrepris un travail de développement de leur efficacité énergétique, basé sur l'innovation et l'amélioration des pratiques.

Les chaudières au gaz sont ainsi en passe de remplacer les chaudières au fioul lourd ; la mise en oeuvre de chaudières biomasse ainsi que l'utilisation de biométhane viennent renforcer cette approche. Les systèmes de refroidissement sont également concernés, avec l'abandon progressif des fluides frigorigènes HFC, fortement contributifs à l'effet de serre et dont la fin est programmée pour 2030. La logistique

constitue un autre axe d'amélioration : optimisation des collectes de lait et rationalisation des trajets permettent de réduire les kilomètres parcourus, tandis que les chauffeurs sont formés aux pratiques de l'écoconduite.

Enfin, des progrès très importants ont été réalisés sur la circularité des emballages. Depuis les années 2000, les fabricants travaillent sur l'écoconception de leurs emballages notamment en allégeant leur poids. Et d'ici 2025, tous les emballages disposeront d'une filière de recyclage opérationnelle ou en développement, conformément aux dispositions de la loi Agec. Grâce à ces nouvelles filières de recyclage, les fabricants ont déjà commencé à intégrer de la matière recyclée apte au contact alimentaire dans leurs emballages et réduisent ainsi leur empreinte environnementale.

Les entreprises laitières ont entrepris un travail de développement de leur efficacité énergétique, basé sur l'innovation et l'amélioration des pratiques.



PRÉSERVER LES RESSOURCES POUR PÉRENNISER L'ACTIVITÉ

Au-delà de la réduction de leurs émissions, les fermes laitières françaises font également porter leurs efforts sur la préservation des ressources naturelles. La production d'énergies renouvelables témoigne de l'engagement des éleveurs en la matière : installation de panneaux solaires sur les étables et les granges, unités de méthanisation destinées à la fabrication du biogaz, utilisation du « digestat » récupéré en fin de méthanisation comme engrais organique, production de bois-énergie... Ces initiatives se multiplient et connaissent une croissance robuste.

La filière laitière a un rôle particulièrement intéressant dans la préservation de la biodiversité : elle offre en effet une diversité de ressources alimentaires et des habitats à la faune et la flore. La bonne santé des écosystèmes est essentielle aux activités de production et de transformation du lait.

Afin d'aider les éleveurs à entretenir cette fragile symbiose, il existe Biotex, un outil de diagnostic et d'information sur le sujet, qu'Idele a mis au point.

Au niveau des sites industriels laitiers, le programme Aquarel a permis de recenser les bonnes pratiques et solutions écoresponsables pour économiser la ressource en eau. Par ailleurs, le recyclage de l'eau issue de la transformation du lait, qui permettait jusque là d'alimenter les chaudières ou de laver les camions, va s'ouvrir à de nouveaux usages suite à l'évolution de la réglementation, permettant encore de réduire l'utilisation des eaux de réseau.



L'ALIMENTATION DURABLE¹ EST UNE ALIMENTATION :



nutritionnellement adéquate, saine, sûre,



culturellement acceptable,



économiquement viable, accessible et abordable,



protectrice et respectueuse de la biodiversité et des écosystèmes.

Garantir **une alimentation durable pour aujourd'hui et pour demain** c'est privilégier

des combinaisons d'aliments qui permettent une alimentation qui couvre **l'ensemble de ces notions.**

LES PRODUITS LAITIERS, UN IMPACT ENVIRONNEMENTAL MODÉRÉ RAPPORTÉ À LEUR VALEUR NUTRITIONNELLE.



Des études montrent que les produits laitiers sont à la fois des aliments :



de bonne densité nutritionnelle,



abordables en termes de prix,



qu'ils sont la source de calcium la moins coûteuse et une source de protéines parmi les moins chères,



pour un impact environnemental modéré.

En France et en Europe, les régimes alimentaires qui combinent **la meilleure qualité nutritionnelle**

et un impact carbone plus faible sont caractérisés par **la présence de produits laitiers.**

62%

DES FRANÇAIS² PENSENT QUE LES PRODUITS LAITIERS FONT PARTIE D'UNE ALIMENTATION DURABLE.

Pourquoi ?



Ce sont des aliments bons et sains.



Il est possible d'en consommer tous les jours.



Sans eux, l'alimentation serait ennuyeuse.



Ils sont produits dans le respect de l'environnement.

LA DURABILITÉ AU CŒUR DE LA FILIÈRE

CONSOMMATION

LA FILIÈRE LAITIÈRE EN PHASE AVEC LES PRÉOCCUPATIONS SOCIÉTALES

Quelle place des produits laitiers dans une alimentation durable ?

En croisant leurs qualités nutritionnelles, leur prix et leur impact environnemental, des études montrent que le lait et les produits laitiers sont à la fois des aliments de bonne densité nutritionnelle, abordables en termes de prix, qu'ils sont la source de calcium la moins coûteuse ainsi qu'une source de protéines parmi les moins chères pour un impact environnemental modéré. Le lait et les produits laitiers font partie intégrante de nos habitudes alimentaires et de notre culture culinaire. Ils concilient les quatre dimensions de la définition de durabilité de la FAO¹.

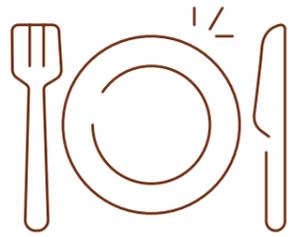
Vers une meilleure information du consommateur.

Les démarches de développement durable de la filière s'accompagnent d'un engagement sociétal, en phase avec les préoccupations des consommateurs. L'interprofession laitière œuvre continuellement à améliorer l'information du consommateur, pour lui permettre de faire un choix clair et garantir une alimentation saine, sûre et durable pour tous. Le Cniel a développé non seulement des initiatives répondant à cet objectif mais contribue également aux travaux menés par le gouvernement sur ces enjeux comme l'Institutionnalisation du label européen sur le bien-être animal ou encore la mise en place d'un possible affichage environnemental.



Le lait et les produits laitiers [...] concilient les quatre dimensions de la définition de durabilité de la FAO¹

¹ D'après la définition de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
² Étude EMF NORSTAT 2023



BIO

Le mode de production et de transformation biologique fait partie en France des signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine. Encadrés par une réglementation européenne depuis 1991, seuls les produits qui en sont issus peuvent porter le logo bio européen et la marque AB (source Agence Bio).

SANS OGM

La filière souhaite davantage de clarté dans l'offre proposée et attendue par les consommateurs. Aussi, elle a construit un cahier des charges commun pour garantir des produits laitiers issus de vaches nourries avec une alimentation sans OGM (teneur inférieure à 0,9%). Cette démarche certifiée répond à des exigences élevées.

MENTION PÂTURAGE

L'accès au pâturage est réclamé par les consommateurs. Dans les élevages français, cette pratique est réelle et répandue puisque 90% des vaches accèdent à des prairies. Les démarches privées étant nombreuses, la filière a élaboré un référentiel commun à tous ses acteurs. Pour avoir la mention lait de pâturage, les vaches devront pâturer un minimum de 120 jours par an et durant plus de 6 heures par jour. La ferme doit assurer une surface minimale de 10 ares par vache. En cas d'aléa climatique exceptionnel, les éleveurs engagés ont la possibilité de convenir du retrait des animaux des parcelles pour préserver leur bien-être.

INDICATIONS GEOGRAPHIQUES

La filière s'engage à consolider la force de ses indications géographiques (AOP et IGP laitières) pour maintenir leur dynamisme, leur valorisation et leur marché et à faire évoluer leurs cahiers des charges pour prendre en compte les nouvelles attentes sociétales, tout en préservant leur authenticité et leur origine (terroir et savoir-faire). Les Appellations d'Origine Protégée (AOP), ce sont 16000 producteurs de lait ou fermiers, et 600 ateliers de transformation et d'affinage. Plus de 280000 tonnes de produits laitiers AOP et IGP ont été commercialisées en 2022. 12,4 % des volumes de la collecte de lait de vache est transformé en produits laitiers AOP ou IGP et représentent 253776 tonnes de produits commercialisés en AOP et 33724 tonnes de produits commercialisés en IGP.



+4/10
litres lait exportés
53 % vers l'UE
et 47% hors de l'UE

INFORMER SUR LES PRODUITS LAITIERS FRANÇAIS À L'EXPORT

L'export représente une part importante de l'économie de la filière laitière française. En la matière, l'interprofession promeut une approche durable, respectueuse des filières et habitudes alimentaires locales. Les produits laitiers exportés, à haute valeur ajoutée, sont reconnus à l'international pour leur qualité et leur savoir-faire français. Cette reconnaissance est le fruit d'un véritable travail d'information mené auprès des consommateurs et des leaders d'opinion.

L'Union européenne est notre première zone d'exportation, toutes catégories de produits confondues. Les régions principales varient ensuite selon les produits. Parmi les marchés les plus importants : le Royaume-Uni, les États-Unis, la Chine, l'Algérie et le Moyen-Orient. À l'export, les produits laitiers français se positionnent, par leur prix, comme des produits de qualité premium, quel que soit le pays. Les consommateurs ciblés sont donc plutôt des urbains actifs à revenus élevés. Ce sont des populations culturellement ouvertes au monde et en quête de nouvelles expériences gastronomiques. Notre stratégie de communication cible aussi bien ces consommateurs directement que les prescripteurs du marché de l'hôtellerie-restauration (chefs et acheteurs) et du retail (importateurs, distributeurs).

ADAPTATION AUX MARCHÉS ET AUX ENJEUX CULTURELS

L'entrée d'un produit sur un territoire est soumise à un certain nombre de conditions d'ordre réglementaire, douanier, tarifaire, sanitaire, mais aussi culturel, qui diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre. Cela concerne par exemple le respect des normes en termes de qualité des produits, et donc les conditions de transport et de stockage. La structuration des ventes sur place doit être prise en considération, ou encore les goûts et habitudes alimentaires qui prévalent dans la région. L'élaboration et le déploiement de nos stratégies d'export sont tributaires de ces différentes dynamiques.

Les logiques de consommation sont différentes selon les zones géographiques : on ne retrouve pas partout les mêmes goûts, les mêmes habitudes alimentaires ni les mêmes critères d'achat.

À l'international, les produits laitiers n'occupent pas la même place qu'en France dans l'alimentation. Dans certains pays, un vrai travail d'information doit être mené pour faciliter leur appropriation par les consommateurs.

Une exportation respectueuse des filières et habitudes alimentaires locales

La filière laitière française encourage un export responsable, en harmonie avec le développement des filières locales. Elles orientent pour cela les stratégies d'exportations vers des produits à forte valeur ajoutée : le fromage, la crème et le beurre essentiellement. Dans les pays émergents, nos exportations sont ainsi complémentaires de l'offre locale

1500
produits laitiers de grande
consommation
dont
1200
variétés de fromages

5
entreprises françaises dans
le top 25 mondial des
entreprises laitières



A PROPOS DU CNIEL

Créé en 1974, l'Interprofession laitière, Le Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (Cniel) est l'association qui regroupe les organisations représentant les producteurs de lait de vache, les entreprises laitières privées, les coopératives laitières, et les acteurs du commerce, de la distribution et de la restauration collective.

Le Cniel porte la volonté commune de ses membres de coopérer pour construire une filière laitière structurée, performante et durable, ancrée dans les territoires et ouverte sur la société et le monde d'aujourd'hui et de demain.

Les missions de l'Interprofession laitière (Cniel) sont encadrées par la réglementation européenne et française.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Salle de presse : presse.filiere-laitiere.fr
X : @cniel
Site internet : franceterredelait.fr

CONTACTS CNIEL

DIRECTION DES AFFAIRES PUBLIQUES

Marie-Pierre Vernhes
06 31 77 39 14
mvernhes@cniel.com

RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Pierre Cormier
06 20 47 19 71
pcormier@cniel.com

RELATIONS PRESSE

Delphine Sacleux
06 71 10 80 03
dsacleux@cniel.com

Marylène Bezamat
06 03 99 62 07
mbezamat@cniel.com

RELATIONS PARTIES PRENANTES

Cécile Quetglas
06 79 17 22 68
cquetglas@cniel.com

